

De la crise des institutions au totalitarisme systémique : sur les intrications entre populisme et néolibéralisme

Simon Paquette

On tentera ici d'expliquer, de manière archéologique et comme symptôme de la « crise des institutions », l'émergence contemporaine de tendances populistes, identifiée comme moment de crise des structures politiques traditionnelles, voire de crise des fondements juridiques et moraux des démocraties libérales. La connexion entre cette crise des institutions et l'avènement du populisme généralisé sera établie sur la base de l'émergence d'un processus d'aliénation spécifiquement néolibéral, caractérisé par une technocratisation illimitée, un « dispositif performance/jouissance » et une primauté systématique accordée au marché et au secteur privé, dans le cadre de la transition récente des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle.

Mots-clés : populisme, aliénation, néolibéralisme, technocratie, démocratie

*« Quand la performance est le seul critère d'une politique, qu'importe le respect des consciences, de la liberté de pensée et d'expression, qu'importe le respect des formes légales et des procédures démocratiques? »
(Dardot et Laval, 2009 : 462)*

En 1990, déjà, Gilles Deleuze (1925-1995) nous parlait d'une « crise des institutions » (Deleuze, 1990). Bien que la Modernité se caractérise par un état constant de « crise » par le renouvellement de ses institutions, il semblerait qu'il y ait eu une césure plus significative que les autres entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début du XXI^e siècle. Deleuze (1990) résume sa pensée à l'égard de cette césure en affirmant que le XX^e siècle serait l'époque du passage des sociétés « disciplinaires » à celles « de contrôle ». Celui-ci se traduirait par des transformations fondamentales au sein des différentes institutions qui sont, dans l'esprit moderne, « traditionnelles » :

Nous sommes dans une crise généralisée de tous les milieux d'enfermement, prison, hôpital, usine, école, famille. [Ceux-ci sont des] intérieur[s] en crise [...] [dont] les ministres compétents n'ont cessé d'annoncer des réformes supposées nécessaires [...] ; mais chacun sait que ces institutions sont finies, à plus ou moins longue échéance. Il s'agit seulement de gérer leur agonie et d'occuper les gens, jusqu'à l'installation de nouvelles forces qui frappent à la porte. [...] Il n'y a pas lieu de demander quel est le régime le plus dur, ou le plus tolérable, car c'est en chacun d'eux que s'affrontent les libérations et les asservissements (Deleuze, 1990).

Dans le cadre de ce texte, nous tenterons de comprendre la transition du mode « disciplinaire » à celui « de contrôle » en la reliant à l'aliénation et au populisme. Pour ce faire, nous nous concentrerons sur le dispositif performance/jouissance, sur l'évolution contemporaine du modèle de gestion des drogues et sur le mouvement des données probantes. Ces éléments permettront de mettre la table sur ce qui unifie le mode disciplinaire à celui de contrôle, soit l'aliénation, et sur la dimension néolibérale de l'aliénation dans les sociétés dites de contrôle. Cette

analyse de l'aliénation permettra d'éclairer et d'être éclairée par celle du populisme par le biais, notamment, du concept d'ochlocratie, de la notion de complexe étatico-scientifique et de la théorie des systèmes de Luhmann. Ainsi, l'aliénation et le populisme pourront être analysés de manière conjointe.

Partie 1 - Une « crise des institutions »

Pour interpréter cette crise généralisée des institutions abordée par Deleuze, on peut s'y prendre de diverses manières. On retiendra celle de Pierre Dardot et Christian Laval, car ceux-ci ont réussi à composer une approche contemporaine, juste et englobante du néolibéralisme, du capitalisme et de la démocratie. Pour eux, il faut procéder à l'étude des conditions de développement des nouvelles institutions, valeurs et activités spécifiquement développées dans ce contexte ainsi que de leur écosystème politique et relationnel. Pour ces auteurs, ces nouvelles institutions ont été conditionnées et sont caractérisées par leur adaptation, sous l'injonction d'une « modernisation nécessaire », au « dispositif de performance/jouissance » (Dardot et Laval, 2009 : 455). Ce dispositif érige en même temps la performance et la jouissance comme des impératifs des institutions. Inscrit dans le paradigme sociétal du « management social de la performance », ce dispositif est à la fois cohérent dans ses principes et contradictoire dans sa pratique technopolitique puisque :

La question principale posée au gouvernement des individus reste de savoir comment programmer le plus tôt possible les individus pour que cette injonction au dépassement illimité de soi ne dérive pas vers des comportements trop violents et trop ouvertement délictueux; elle est de savoir comment maintenir un « ordre public » quand il faut pousser à la jouissance tout en évitant les déchaînements de la démesure (Dardot et Laval, 2009 : 455-456).

Afin d'étudier le dispositif performance/jouissance, Dardot et Laval nous indiquent deux approches, lesquelles peuvent aussi être utilisées pour analyser les particularités générales de ces

nouvelles sociétés de contrôle. La première approche est l'étude des régimes de savoirs, soit « comment des disciplines médicales et psychologiques s'articulent au discours sécuritaire et au discours économique pour renforcer les instruments du management social » (Dardot et Laval, 2009 : 455). La seconde est plutôt de nature technologique : « examiner de près toutes les technologies de contrôle et de surveillance des populations et des individus, leur médicalisation, leur fichage, l'enregistrement de leurs comportements, y compris les plus précoces » (Dardot et Laval, 2009 : 455).

À partir de ces deux approches, de nombreux cas peuvent faire figure d'exemples; je retiens d'abord celui archétypique de l'époque contemporaine qu'est l'évolution de la gestion sociale des drogues dans le contexte canadien.

Un « débat » issu de l'évolution de ces politiques porte sur l'idée de dépénaliser la consommation personnelle de toutes les drogues, souvent référencé à ce qu'a fait le Portugal en 2001. Sur ce plan, le Canada a décidé de légaliser la vente, la consommation et la possession, en quantité limitée, de cannabis pour usage récréatif en 2018. De plus, bien que les autres drogues ne soient pas « légales », leur usage est « toléré » dans certains contextes. C'est ainsi qu'a été ouverte en 2003 la clinique Insite de Vancouver, le premier site d'injection supervisée de drogues en Amérique du Nord. Cette ouverture a été suivie par une régularisation (intégration institutionnelle) de ce type d'établissement en 2017 (Chambre des communes du Canada, 2017). Or, légalité et tolérance ne riment pas nécessairement avec banalité ou encouragements ; au contraire, il semble que la légalisation du cannabis et la mise en place de sites d'injection supervisée aient plutôt été l'occasion de renouveler les formes de gestion sociale de l'usage de ces substances et de prendre acte des lacunes du paradigme prohibitionniste (Morin, 2018). Ainsi, la gestion des drogues semble connaître une transition, passant d'un mode « disciplinaire » (répressif) à un mode « de contrôle ». Le cas de la clinique Insite a particulièrement bien été documenté relativement au renouvellement du processus visant à inculquer des normes aux

usager-ère-s de drogues injectables. Ainsi, deux aspects permettent de comprendre le rôle régulateur de ladite clinique : les motivations derrière sa mise en place ainsi que les fonctionnements institutionnels de celle-ci. Dans les termes de Glendenning, il semble que ce soit trois « crises » qui aient mené à l'instauration de l'établissement dans le quartier Downtown Eastside de Vancouver, soit :

- Une « crise sanitaire », en réaction à la situation épidémiologique des personnes qui utilisent des drogues injectables ;
- Une « crise fiscale » entourant les coûts associés aux maladies et aux décès des utilisateurs et utilisatrices, en plus des coûts associés à leur répression ;
- Une « crise sécuritaire », laquelle serait une source de détérioration du sentiment de sécurité dans le quartier concerné et qui bloquerait la « revitalisation urbaine » souhaitée pour les lieux (Glendenning, 2016 : 198-201).

Quant aux fonctionnements institutionnels de l'établissement, il semble que ceux-ci soient fondés sur le principe d'une hiérarchisation des pratiques de consommation (conformes et non-conformes), lui-même basé sur la théorie de la réduction des risques et méfaits. Ce type de hiérarchisation correspond à la notion de « pratiques divisantes » de Foucault. En effet, ces dernières forment le cœur de la raison sociale de ce lieu : ainsi, l'inculcation de valeurs et de normes jugées conformes et acceptables aux utilisateurs et utilisatrices y est fondamentale (Glendenning, 2016 : 195, 197, 201-206). Ces valeurs et normes, centrées autour de la responsabilité individuelle, sont ancrées dans la mission éducative du centre, laquelle peut être résumée de manière grossière dans le fait que les utilisateurs et utilisatrices sont libres, mais qu'ils et elles peuvent – et doivent – faire mieux...pour leur propre bien (Glendenning, 2016 : 201-206).

Par cet examen sommaire du cas du site d'injection supervisée de Vancouver, on peut voir que celui-ci représente bien le paradigme post-prohibitionniste dans lequel nous sommes entrés. Les individus sont

désormais libres dans des institutions sociales qu'on pourrait qualifier d'adaptatives, c'est-à-dire qu'elles s'adaptent aux situations locales, mais la fonction normative de ces lieux demeure leur composante première. Mentionnons finalement que la responsabilisation individuelle qu'elle recherche et les impératifs notamment économiques – et economicistes – sur lesquels elle s'appuie (la triple crise énoncée plus haut) permettent de compléter le tableau quant aux institutions propres aux sociétés de contrôle. Les espaces d'enfermement sont progressivement remplacés par des institutions ayant les mêmes objectifs, mais avec une approche différente, notamment en reconnaissant la primauté de la liberté individuelle. Quant aux normes, elles passent donc d'un mode institutionnel à un mode systémique. La triple crise nous permet particulièrement bien de cerner le paradoxe de l'ordre néolibéral : on souhaite des populations et quartiers aux caractéristiques parfaites pour le marché (des individus productifs et des quartiers propices à la vitalité économique), tout en souhaitant réduire la taille de l'État (les coûts d'hôpitaux et de police coûteraient trop cher).

Cette transformation institutionnelle-normative expose bien la transition des sociétés disciplinaires à celles de contrôle et force à aborder spécifiquement le contexte néolibéral. Dans celui-ci, la question du rôle de l'intervention sociale paraît incontournable. À ce propos, David Champagne réfléchit à l'épistémologie et à l'éthique du travail social dans le monde contemporain en analysant ses ramifications dans le système néolibéral. Pour ce faire, Champagne (2017) nous invite à reconsidérer notre vision des individus et groupes « marginalisés » en se demandant sur quelles bases on présuppose que ceux-ci sont justement « marginalisés ». Pour lui, le filet social actuel, de type néolibéral, nous porte à penser que la marginalisation et la position de désavantage sont instituées et activées par des « manques » individuels (à la fois lorsqu'il s'agit d'individus et de groupes, puisque ces derniers ne seraient déterminés que par les individus les composant). Cette vision de manques serait insufflée dans les pratiques sociales et serait donc aussi intériorisée. Ce modèle est directement compatible avec la substitution des assurances universelles étatiques par des politiques sociales personnalisées, bref dans la limitation de services publics à ceux en ayant

besoin, c'est-à-dire à ceux ne pouvant se payer des services privés (le fameux retrait de l'État). En constatant que le paradigme néolibéral agit comme moteur de la régulation sociale contemporaine (la marginalisation issue d'un manque individuel), Champagne invite à repenser la pratique du travail social au-delà du manque et de l'individualisation des « problèmes ». Cela passe pour lui par une réévaluation des référents puisque la vision du « manque » serait une conséquence de la diffusion de référents hégémoniques néolibéraux qu'il conviendrait de repenser pour émanciper les classes populaires.

Cette conclusion l'amène à penser que la réelle émancipation passe par le fait de réussir à agir de manière collective (socialement ou communautairement) en ne s'inscrivant pas dans le respect de ces modèles et référents néolibéraux, bref à constater par la pratique notre autonomie face à ceux-ci et ainsi la vacuité de l'importance de ces modèles. En d'autres mots, ce serait en réussissant quelque chose sans régler les « problèmes » liés aux « manques » définis par la société néolibérale qu'on comprendrait que les manques ne sont pas intrinsèquement des manques, que l'on peut vivre sans et que considérer qu'il nous « manque » quelque chose (des aptitudes, des capacités, etc.) peut ne pas être réellement important, et qu'il peut être le résultat de groupes dominants. L'analyse de Champagne l'amène à conclure, d'un côté, qu'il faut cesser de penser en termes d'« inclusion » sociale puisque « inclure » revient uniquement à intégrer dans le modèle hégémonique (ce qui transparait notamment à travers le concept de désaffiliation sociale), mais qu'il faut plutôt penser en termes d'« autonomisation » sociale où les référents ne sont plus ceux dictés par le paradigme néolibéral qui est à la fois economiciste, productiviste et individualiste. D'un autre côté, il conclut aussi que les classes populaires ont une « culture », tout comme les classes que l'on pourrait dire non-populaires, et qu'il ne faut pas hiérarchiser les deux, mais plutôt les appréhender comme étant différentes. Cette distinction est avant tout théorique et les contours de chacune de ces cultures sont flous, mais on peut néanmoins dire que les codes et référents non-populaires seraient ceux dominants.

L'approche de Champagne présente des limites, notamment par rapport à l'approche à privilégier pour produire de réels nouveaux

référents de manière authentiquement « autonome », mais retenons tout de même les deux points essentiels de l'alternative au néolibéralisme – et de l'intervention sociale dans l'ordre néolibéral – qui sont présentés : l'autonomisation sociale par le dépassement pratique des cadres néolibéraux ainsi que le refus de la hiérarchisation des cultures populaires avec celles de groupes qui ne seraient pas populaires.

Pour résumer ce qui a été dit jusqu'à présent, la crise des institutions modernes, qui voit le passage d'une société « disciplinaire » à une société de « contrôle », transforme les formes de régulation des sociétés, mais n'évacue pas, loin de là, les fonctions normatives des composantes du système. Par exemple, la nouvelle gestion sociale des drogues basée sur une approche post-prohibitionniste et l'avènement de structures néolibérales d'intervention sociale sont des bons exemples de cette transition sociétale. Dans ce contexte, les « pratiques divisantes » ne sont pas moins présentes. Néanmoins, l'émergence de l'autonomisation sociale et de la reconnaissance culturelle comme décrits par Champagne nous permet d'appréhender une forme de résistance à ce paradigme néolibéral.

Prenons le temps d'aborder un autre exemple, soit le cas des données probantes, pour éclairer davantage les contours du système contemporain. Le mouvement des « données probantes » (evidence-based) est basé sur le principe que la production d'une quantité suffisante de données allant dans un même sens serait la meilleure façon de déterminer comment utiliser la « science » et si une pratique est légitime ou non. À l'inverse, ne pas avoir suffisamment de données dites « probantes » sur une pratique délégitimerait son usage. En effet, les actions basées sur des « données probantes » deviendraient irrévocables, voire absolues (dans le sens qu'au moment de les utiliser, il faudrait appliquer les principes extraits de ces données, et ce sans remise en cause ou réflexivité). Le problème épistémologique ici est principalement que tout paradigme de connaissances, dans le modèle de développement actuel des connaissances, peut être remplacé (puisque la réfutabilité détermine la scientificité) et est, dans les faits, pratiquement tout le temps remplacé (Kuhn, Popper). Ainsi, on ne peut pas avoir une croyance absolue dans des connaissances, aussi « scientifiques » soient-elles et

aussi reconnues « temporaires » puissent-elles être, puisque le paradigme peut être et sera probablement temporaire (Veras, Kairy et Paquet, 2016). Tout usage des connaissances perçues comme scientifiques et légitimées comme telles ne peut donc être fait dans un cadre absolu. Or, la mise en place de tels dispositifs de légitimation absolue de connaissances a des conséquences concrètes sur la pratique scientifique puisque ce mode d'appréhension des savoirs exclut toute connaissance « pratique », qui devrait être utilisée à un moment précis et qui n'est pas passée par le parcours officiel (statistiquement normal) d'approbation dite « scientifique » et qui n'est pas (ou n'est pas encore) le paradigme dominant des connaissances dans son domaine. Il me semble que ce paradigme de compréhension et d'application des connaissances sociales peut être contre-productif puisque la formalisation très stricte de son processus exclut les connaissances qui ne sont pas immédiatement compatibles à un paradigme énoncé comme tel dans les « données probantes » sur un sujet donné. Plus important encore, ce « mouvement des données probantes » exclut toute construction de paradigme « local » inscrit dans des visions du monde différenciées et développe une vision universaliste de la science où le processus de légitimation des connaissances est monopolisé par certaines structures et concentré autour d'une seule vision du monde et des savoirs. Ainsi, ce paradigme d'application des connaissances nuit à l'autonomie, tant professionnelle que politique, ce qui aliène des individus et des groupes. L'impossibilité contemporaine de ne pas respecter les « données probantes », moteur officiel des conduites qui semble prendre de l'ampleur comme source de légitimation, laisse le système des connaissances à lui-même, dans un univers d'autoréférentialité irréfutable évincé de ses origines sociales et de ses objectifs sociaux. Le cas des données probantes représente ainsi un bon exemple des dimensions utilitariste, technocratique et bureaucratique du mode contemporain de production des savoirs. Ce cas constitue très clairement une situation où l'autonomie collective est mise à mal pour le simple principe de la domination des technocraties cybernétiques basé sur une confiance aveugle en une Science universelle, neutre, objective et libre de toute influence sociale – même si elle est inévitablement un produit social.

De manière générale, il me semble donc que s'il fallait bâtir une théorie générale autour du passage des sociétés disciplinaires à celles de contrôle, notamment dans le cadre du développement d'un ordre néolibéral, l'enjeu qui reviendrait au premier plan serait celui de l'aliénation. Ce processus de dépossession multidimensionnel (économique, politique, juridique, culturelle, épistémologique, etc.) semble être la variable de continuité entre les deux modèles sociaux successifs. Ainsi, l'aliénation semble autant présente dans la discipline que dans le contrôle. Or, si elle est dans les deux modèles, de quelle manière s'exprime-t-elle spécifiquement dans chacun ? Cette question fera l'objet de l'analyse dans la seconde partie, laquelle aura comme point d'ancrage le phénomène dit « populiste ». Brièvement, il semble que les formes spécifiques d'aliénation propres aux sociétés de contrôle et à l'ordre néolibéral sont en fait archéologiquement assez proches de ce qu'on associe au populisme dans ses formes, représentations et impacts.

Partie 2 - Vers une archéologie du populisme : de la foule à l'aliénation

Avant de commencer cette partie, mentionnons quelques mots sur la démarche archéologique qui sera utilisée. Inspirée de Foucault, l'archéologie peut ici être entendue comme une démarche d'analyse ayant comme objet d'étude central le caractère étagé, superposé et imbriqué des manifestations sociologiques associées à un phénomène proprement complexe. Dans le cas du populisme, il s'agit d'en considérer les symptômes hétérogènes comme point de départ de l'étude de son échafaudage social, politique et historique. Cet empilement prend la forme d'une multiplicité d'enracinements sociohistoriques superposés et entremêlés qui force à intégrer diverses interprétations parfois parallèles et d'autres fois perpendiculaires. Ces rapports parallèles entre certaines interprétations peuvent en apparence brouiller l'unité méthodologique de l'analyse, mais cela est explicable par le fait que le respect de l'incommensurabilité des approches utilisées dans la pratique elle-même a été privilégié à leur réduction qualitative.

Le populisme est-il autre chose qu'un phénomène réactionnaire ou de foule?

Pour Alf Nilsen, la montée d'un « populisme autoritaire » transcendant l'axe Nord-Sud serait explicable par des causes politiques essentiellement relatives aux choix économiques, c'est-à-dire que ces causes se trouvent dans les contrecoups du régime néolibéral et des politiques d'après-crise de 2008 (Gunvald Nilsen)¹. Cette analyse l'amène à rapprocher les courants dits « populistes » du conservatisme social et de la tendance à identifier des « ennemis intérieurs »². La démarche de Nilsen le situe à proximité de Jan-Werner Müller, pour qui la nature du populisme doit être comprise comme étant anti-pluraliste, et de Franck Fischbach, qui propose d'intégrer le populisme comme forme politique d'un triptyque composé du néolibéralisme (forme économique) et du néoconservatisme (forme culturelle) (Müller, 2016 ; Fischbach, 2018).

Puisque, comme disait Voline, « aucun parti, groupement politique ou idéologique, se plaçant au-dessus ou en dehors des masses laborieuses pour les « gouverner » ou les « guider », ne réussira jamais à les émanciper, même s'il le désire sincèrement », il sera donc ici nécessaire de dépasser certaines approches qui interprètent le populisme selon que ce serait uniquement un phénomène négatif ou réactionnaire (Guérin, 1965 : 43-44). En somme, pour traiter adéquatement du populisme, il faudra le sociologiser et le décloisonner d'une analyse qui se concentre dans une épistémologie où l'anti-populisme serait nécessairement et exclusivement *avant-gardiste*.

La foule comme modèle de société : ochlocratie, éphémérité et régulation marchande

Afin de mieux situer le populisme, nous aborderons la notion d'ochlocratie, laquelle peut être saisie comme conséquence de la

¹ Il nomme le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et les Pays-Bas pour le Nord global et la Turquie, les Philippines, le Sri Lanka, l'Inde et l'Amérique latine pour le Sud global.

² Dans ce texte, j'utiliserai de manière interchangeable la notion « du » et « des » populismes dans la perspective où « le » populisme est un mouvement hétérogène et distinct en fonction des contextes locaux.

régulation marchande et comme source d'éphémérité. Cela permettra de passer de la foule comme tendance politique (le populisme dont il est généralement question) à la foule comme modèle de société.

Tout d'abord, une première façon d'aborder le populisme permet de le penser comme une manifestation ochlocratique, entendue comme gouvernement des foules, une forme de gouvernance orientée par les vagues populaires, aussi éphémères soient-elles. Il s'agirait d'une forme pervertie de la démocratie qui apparaîtrait dans les régimes politiques capitalistes par l'extension illimitée de la régulation marchande (Armony, 2017). Cette régulation générerait une *ochlocratization* (développement de l'ochlocratie), notamment économique, relationnelle et culturelle. Cette dernière serait traduisible par un développement du caractère éphémère de tous les objets sociaux, des produits technologiques aux idéologies en passant par les reconfigurations institutionnelles, et serait compatible avec les temps populistes, voire qui en serait une condition de possibilité. L'*ochlocratization* se poursuivrait sur le plan politique avec des courants qui, par leur caractère purement politique, représenteraient l'apogée de l'expression populiste. En d'autres mots, l'extrême fluidité sociale – les transformations permanentes dans tous les domaines – exprimée notamment dans les courants postmoderne et poststructuraliste, se répercuterait dans le domaine politique. L'extension de la régulation marchande serait la conséquence directe de la prise en otage du monde social par la régulation marchande généralisée et effrénée. Cette régulation serait elle-même causée par l'expansionnisme capitaliste (extension et intensification) et sa consubstantielle aliénation multidimensionnelle. En d'autres mots, on pourrait proposer que le courant populiste serait consubstantiel au cœur du projet de la modernité occidentale – capitaliste et libérale –, laquelle serait instituée par des idéaux de liberté et d'égalité, tout en venant à son tour les instituer et les prolonger. Cela serait explicable par le fait que l'*ochlocratization* multidimensionnelle (la transformation perpétuelle du monde social par son extirpation de toute essence et de tout tissu sociohistorique), sise dans la régulation marchande généralisée, serait engendrée et propulsée à la fois par la possibilité, la capacité et le besoin

de mobilité et de muabilité, c'est-à-dire, plus largement, dans le changement et l'interchangeabilité.

Cela m'amène donc à penser que la *marchéisation* (le développement de la régulation marchande) généralisée produirait non seulement des courants populistes, mais une société populiste. En effet, bien que le phénomène de *mode* précède le marché, il prend particulièrement bien son essor dans une économie de marché comme la nôtre, dans un contexte sociologique où les moteurs sociaux sont l'individualité, la propriété privée et une culture néolibérale incorporant les injonctions de survivance du système lui-même dans l'esprit et les dispositions biographiques des individus.

Les particularités relationnelles-normatives de cette société de type *foule* (l'ochlocratie dans tous les domaines) sont inscrites dans le déploiement généralisé du mode *marché* (l'imposition du changement permanent).

Ainsi, l'individu conditionné à subir la nouveauté et le rythme du changement dès le plus jeune âge n'aura aucune difficulté à accepter continuellement de nouvelles conceptions sociales et propositions politiques si ses modèles de respectabilité, en premier lieu ses connaissances proches, l'informent – avec crédibilité – du contenu des nouvelles tendances.

Il semble que cette régulation marchande, érigée en principe ultime dans tous les domaines sociaux et basée sur l'idéal d'un libre arbitre émancipé de toute contrainte matérielle et de toute contextualité, est indissociable du conformisme moral d'ordre communautaire (De Tocqueville). En fait, il est inutile de tenter de penser le rapport de l'individu au marché, que ce soit chez le marchand ou devant l'urne, sans penser les principaux vecteurs de son choix : la liberté de choix est dans notre contexte d'abord le produit du mimétisme, de la propagande et de la fabrication du consentement. Dans cette société, le choix statistiquement normal est la matérialisation modale temporaire d'une « imitation qui ne renvoie à aucun original » (Butler, 2001 : 154). Ce type de choix est à l'image des ondes des vagues qui, dans notre monde immergé, exprime « le procès de dissolution interne du rapport entre

identité et altérité » réalisant « l'opérationnalité immédiate de la mise en communication informative de tout avec tout » (Freitag, 2005).

En ce sens, la mode – ou l'ochlocratie – n'est plus une perversion du choix – ou de la démocratie –, mais au contraire son moteur. Ainsi, cela nous informe que si la tendance populiste est une manifestation ochlocratique, c'est-à-dire que ses comportements sont de même nature que ceux de la foule, compris comme irrationnels, nous pouvons difficilement dissocier l'adhésion au populisme de tous les éléments qui structurent les choix politiques dans leur ensemble, en incluant les choix qui ne seraient pas qualifiés de populistes. Dans ce cas-ci, il apparaîtrait donc difficile de fonder une analyse des choix politiques, populistes ou non, sans considérer directement les logiques du marché qui tendent à structurer l'ensemble de la vie sociale, lesquelles ont pour nature de rendre éphémère toute habitude et institution, et de discréditer systématiquement le passé en vain et sans remord. Par conséquent, si le populisme institue la foule politique comme simple courant, la structuration de la vie sociale sur le modèle de l'économie de marché institue quant à elle toute la société comme foule politique. En somme, afin d'évaluer de manière plus juste le rôle, les causes et les alternatives du populisme comme tendance politique, il apparaît important de le faire au regard du populisme comme modèle de société tel qu'il vient d'être décrit. Cela permettrait de mieux contextualiser la valeur véritable de la rationalité des institutions prétendant agir de manière non-populiste, ce qui sera fait dans la suite de ce texte.

Les contours d'une aliénation multidimensionnelle : de l'appropriation sociale à l'autonomisation des systèmes

Pour comprendre cette économie de marché et cette culture de marché qui structureraient donc la vie sociale par le biais de l'ochlocratie généralisée, il importe maintenant d'étudier ses enracinements et implications, à commencer par les multiples dépossessions sur lesquelles s'est érigée l'époque contemporaine.

À première vue, nous pouvons dire qu'un processus d'appropriation sociale est nécessaire pour accaparer des ressources, peu importe les types de ressources, laquelle appropriation peut notamment être précédée d'une rationalisation pour en favoriser l'extraction de capitaux. Cette aliénation multidimensionnelle peut prendre plusieurs formes, mais peut être résumée dans les processus suivants³ :

- Un *momentum* sociohistorique accentue la distanciation entre les différentes composantes du monde du travail en déconnectant fonctionnellement et institutionnellement le travail du Capital à travers une série de transformations qualitatives de l'économie : le « marché » est institué comme sphère centrale et incontournable des échanges (condition et résultat du capitalisme) ;
- Un *momentum* sociohistorique produit une concentration des institutions politiques dans un seul organe, l'État moderne. C'est la naissance de la « souveraineté étatique » dans son acception moderne. À ce moment, on peut dire que l'État « s'approprie » la société/le monde social.
- L'avènement de la domination d'institutions économiques privées, dont les sources de contrôle passent par la croissance économique, transforme la nature de l'économie : c'est le moment de la substitution de la gestion de la maisonnée (l'économie) par la croissance pour la croissance (la chrématistique) (Freitag, 2011 : 121, 190). Cela fait passer la croissance économique par le développement des institutions économiques privées. C'est ainsi que la privatisation et la marchandisation du monde social deviennent nécessaires et systématiques. À ce moment, on peut dire que l'économie « s'approprie » la société/le monde social.

³ Cette série d'éléments ne constitue pas un ordre chronologique. Néanmoins, ces processus sont situés dans le temps et leur développement est directement lié au moment d'émergence et de croissance des autres processus cités.

- La « Science » améliore la productivité économique *via* trois principales avenues, soit la recherche de nouveaux éléments sociaux qui peuvent être rendus marchands, la rationalisation des étapes de production et l'automatisation de la chaîne de production. En effet, ces processus deviennent alors les moyens privilégiés par l'économie (c'est-à-dire les institutions économiques privées) pour se produire et se reproduire socialement. À ce moment, on peut dire que la « Science » (et éventuellement la « technoscience ») s'approprie la société/le monde social.

Évidemment, l'appropriation sociale par l'État moderne, les institutions économiques privées et la technoscience ne sont pas aussi simplement divisibles. Les trois processus d'appropriation sont imbriqués et consubstantiels et il y a collusion entre les élites des trois domaines institutionnels. De manière à simplifier ce triple processus, on peut en parler comme la formation illimitée et généralisée du complexe étatico-scientifique (sous-entendu comme capitaliste). Plus largement, ce complexe peut être associé avec l'accumulation primitive permanente (l'expropriation continue). En conséquence, on peut dire que l'autoproduction et à l'autoreproduction matérielle et symbolique des sociétés se trouvent confisquées par des organisations hétéronomes, quoique constitutives, de la société (ou du peuple).

Afin de mieux cerner où nous en sommes dans le déploiement logique de ce texte, ce qui est essentiel de retenir ici est que l'aliénation multidimensionnelle est à la fois présente dans les sociétés disciplinaires et dans les sociétés de contrôle. Cette aliénation semble toutefois s'être développée, par le biais d'une régulation marchande généralisée, dans le sens d'une accentuation de la vitesse et de l'ampleur des transformations sociales, ce qui mène à un renouvellement des repères normatifs (ce qui introduirait la société de foule, l'ochlocratie) lors du passage d'un mode de société au suivant. Au sein de cette évolution, l'aliénation multidimensionnelle rend possible le sentiment de perte de contrôle des collectivités en leur propre destin. Cette série d'aliénations peut être résumée dans le concept du complexe étatico-scientifique. Celui-ci est d'ailleurs plus que la somme de ses parties.

Le complexe étatico-scientifique

À ce stade-ci, il importe de mieux comprendre comment ce complexe agit concrètement dans la vie des individus et des collectivités. Cela est possible en saisissant mieux les trajectoires des nouvelles institutions sociales, ce à quoi la théorie générale des systèmes de Luhmann peut nous aider. Dans celle-ci, Luhmann énonce l'idée que les domaines sociaux fonctionnent en tant que systèmes et gagnent progressivement en autonomie à travers la Modernité. Cette théorie va donc dans le sens que les systèmes auraient de moins en moins à rendre de comptes aux autres *systèmes* et seraient de plus en plus auto-productifs et autoréférentiels : les institutions propres aux divers systèmes sociaux (politique, économique, scientifique, religieux, etc.) peuvent désormais être (et sont, dans le concret des choses) à la fois le joueur et l'arbitre de *leur fonction sociale*. Ce paradigme de « différenciation fonctionnelle » serait le troisième dans l'histoire de l'Occident après les différenciations segmentée et stratifiée (Martuccelli, 1992). À la base de cette logique se situerait le principe à la fois central et inébranlable de l'individu autonome et formellement libre (les droits fondamentaux), qui serait l'élément simultanément constitutif des différents systèmes sociaux – bien que l'agentivité individuelle disparaisse dans la théorie des systèmes de Luhmann (Rabault, 2017 : 174-179). La spécialisation de chaque système dépend également d'un équilibre basé sur un rapport de codépendance entre tous les systèmes (spécialisation et interdépendance étant souvent imbriquées), ce qui empêche chaque système de conserver une primauté permanente dans l'ordre général des systèmes (Martuccelli, 1992). L'idée à retenir de cette théorie, pour les fins de ce texte, est qu'il y aurait de moins en moins de marge de manœuvre de transformations sociales hors des logiques fonctionnelles, notamment et en premier lieu en ce qui touche à la politisation de l'économie. À quoi sert donc le domaine politique dans ce contexte s'il est subordonné à tous les autres systèmes ? N'y a-t-il pas de manières de réformer les modes de gestion et de construction des savoirs sociaux ? Comment sortir des aliénations multidimensionnelles dans ce contexte ? Doit-on nécessairement éliminer les fondations d'un édifice plus grand pour espérer venir à bout des problèmes qu'on identifie présentement ? Ces questions demeureront

des questions. Néanmoins, précisons que c'est une analyse semblable qui amène Freitag à parler d'un paradigme de régulation-reproduction de type décisionnel-opérationnel qui est notamment au cœur des processus de technocratizations cybernétiques de nos sociétés.

Les profondeurs de l'aliénation

Face à cette perte de force du politique décrite dans la théorie de Luhmann, une hypothèse quant au populisme serait d'interpréter ce phénomène comme symptôme d'une aliénation politique généralisée, de l'appropriation du politique.

Tout d'abord, il faut selon moi comprendre le « peuple » (et, inversement, les « élites » qui y sont a priori opposées) à partir des institutions qui instituent et régissent ce « peuple ». La notion de « peuple » provient de celle de la « souveraineté populaire » qui s'est construite comme instrument de légitimation de la « souveraineté étatique », introduite progressivement par les « élites », éventuellement capitalistes (Plante-Péloquin, 2017 : 133-151). En ce sens, « [...] la doctrine de la souveraineté du peuple ne peut en réalité qu'aboutir à reconnaître au gouvernement un droit d'intervenir de façon illimitée dans les affaires de la collectivité au gré des majorités électorales » (Dardot et Laval, 2009 : 463). L'idée ici n'est pas de rejeter en bloc la notion de souveraineté populaire, mais bien d'identifier les conditions de développement de sa forme réalisée et les aspects spécifiques liés à sa cooccurrence avec la souveraineté étatique.

Il faut ainsi comprendre le « peuple » non comme groupe politique transhistorique ayant des intérêts foncièrement – voire ontologiquement – opposés à ceux des « élites », mais plutôt comme compagnon de route du développement du capitalisme dans le cadre de l'intrication capitalisme-démocratie-État. En effet :

La démocratie de masse, tel que l'a développée le capitalisme des monopoles, a engendré des droits et libertés qui sont conformes aux intérêts capitalistes [...]. Ainsi, les mêmes mécanismes qui permettent à l'opposition de se développer et de s'organiser [...]

intègrent [tout mouvement de dissidence radicale] à l'univers auquel elle s'oppose [...]. (Marcuse, 1969 : 88-89).

Ainsi, je ne crois pas, à l'opposé de Jan-Werner Müller, que les populistes opèrent une « prise en otage de la voix du peuple », du moins pas particulièrement davantage que ce qui a habituellement cours dans le cadre des activités aristocratiques usuelles. Cependant, cette usurpation du pouvoir n'est pas sans conséquence concrète sur la vie politique : elle crée plutôt un monopole du politique qui est hétéronome au pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple. Ainsi, on peut dire, comme Dalie Giroux l'affirme, que :

L'acceptation de l'existence d'une classe séparée, « représentative », qui serait en mesure de produire des effets de vie pour un ensemble citoyen, dont la géométrie est décidée par les conditions de mise en place de cette classe séparée (État, nation, masse certifiée), est à mon sens une des sources principales de ce « sentiment » d'impuissance généralisé en matière d'action politique (Giroux, 2017 : 124).

Autrement dit :

La déresponsabilisation ressentie par les citoyenNEs des démocraties occidentales devant la vie politique correspond à un double fait. Premièrement, celui de la monopolisation étatique du langage par le biais de l'institution de la souveraineté, où la loi s'impose comme structure basique de l'agir politique et de l'expression populaire. Les limites de ce que l'on peut exprimer et comment elles sont déterminées par les nécessités du maintien de l'existence de l'État (l'adoption de la loi spéciale dans le cadre de la grève étudiante de 2012 l'a assez montré). Deuxièmement, par le fait de l'industrialisation de la parole par son inscription dans un processus de massification (Giroux, 2017 : 115).

D'autre part, qui dit critique du système de démocratie libérale ne dit pas nécessairement que ce soit le pire régime existant. C'est d'ailleurs ce que pense Herbert Marcuse :

Certes, entre la démocratie et la dictature – si « bienveillante » soit-elle –, il faudrait sans contester opter pour la démocratie. Mais il se trouve que cette démocratie n'existe pas, et qu'en fait le gouvernement est exercé par un système de groupes de pression, d'« appareils », d'intérêts établis, système représenté par des institutions démocratiques qui ne sont rien d'autre que l'objet et le moyen de ses agissements. Ces institutions ne sont pas l'œuvre d'un peuple souverain; la représentation ne représente rien, sinon une volonté que les minorités dirigeantes ont fabriquée de toute pièce. Par conséquent, si même les révoltés ne voulaient qu'accorder le pouvoir à une élite, il ne s'agirait jamais que du remplacement d'une élite par une autre [...]. (Marcuse, 1969 : 95-96).

Dardot et Laval, quant à eux, trouvent plus important d'établir des structures permettant de limiter le pouvoir, notamment celui des majorités démocratiques, que de valoriser à tout prix et en toute circonstance les capacités politiques de ces mêmes majorités. Ainsi :

[...] même si les dirigeants sont élus par la majorité, il suffit que le pouvoir exercé par cette majorité soit illimité pour qu'on ait alors affaire à une « démocratie totalitaire ». [...] le libéralisme, peut être démocratique ou autoritaire, selon le mode de désignation des dirigeants. Il n'empêche que le libéralisme, qu'il soit démocratique ou autoritaire, est toujours préférable à la « tyrannie de la majorité » (Dardot et Laval, 2009 : 463).

Or, si on dit que le système « démocratique » doit être critiqué de manière modérée puisque ce ne serait pas la pire forme politique qui soit, quelle est alors la place du populisme vis-à-vis de la démocratie libérale ? Selon Müller, « [...] le populisme est un phénomène qui nous contraint à réfléchir à ce que nous attendons à proprement parler de la démocratie, à ce que nous voulons atteindre avec elle, et aux fictions que les démocrates éclairés feraient mieux d'abandonner [...] » (Müller, 2016 : 181).

En d'autres mots, le populisme semble canaliser certaines frustrations populaires ou incapacités systémiques en remettant en doute, dans la

praxis, certaines conventions (c'est-à-dire des coutumes arbitraires) des démocraties libérales – cela est à présumer que ces conventions soient bien encore au centre et qu'elles ne soient pas totalement usurpées par celles néolibérales. Néanmoins, selon cette interprétation, certaines formes du populisme, en dépassant les codes hégémoniques par la pratique, semblent se rapprocher de ce que Champagne identifiait précédemment comme étant une des deux conditions d'une émancipation réelle du néolibéralisme, soit la construction de référents autodéterminés.

Dans tous les cas, bien que Müller puisse reconnaître l'échec des démocraties libérales ainsi que la « fonction » des populistes dans le système politique actuel, il faut plutôt, selon lui, comprendre les mécanismes sociaux par lesquels le populisme réussit à prendre de l'ampleur pour « assouvir cette fonction » à travers des objectifs qui soient plus louables. Ainsi : « [...] plus que tout, il importe de ne pas laisser le champ libre aux populistes, qui font comme s'ils pouvaient honorer les promesses originelles d'autonomie collective de la démocratie. Ils ne le peuvent pas » (Müller, 2016 : 183).

Pendant, il serait présomptueux de croire que le succès (relatif, entendons-nous) du « populisme » serait uniquement lié à une question de la réussite de structures de communication publique, de stratégies électorales ou de gouvernementalité. Ainsi, le populisme cerne des enjeux qui sont plus profonds que la simple question de la qualité de la représentation ou d'autres problématiques de surface dans les démocraties libérales. Pour agir face à cela, il est nécessaire que les mouvements actuels réussissent à susciter au sein des différentes tendances politiques une introspection suffisante à l'égard des politiques proposées. Pour l'orientation future des projets de transformations sociales, ce qu'on peut définir globalement comme les politiques « de gauche » (en référence au positionnement face à la Révolution), il importe donc que celles-ci soient ancrées dans les préoccupations quotidiennes des individus et des groupes plutôt que se détacher symboliquement des composantes populaires de la société. Parallèlement, cela serait probablement en réalité plus utile pour la gauche elle-même puisque le

« populisme » représente aussi une forme d'étincelle dans un monde où règnent « le confort et l'indifférence ».

En accordant légitimement une « agentivité » aux « populistes » (puisque l'Histoire ne s'écrit pas dans l'abstraction, mais bien par des individus-en-interaction) et en extrapolant réalistement leurs critiques, on peut en saisir que l'objet qui fait figure d'opposition et de résistance est lié à une impression de perte de *contrôle* collectif. Sur ce plan :

Comme Freitag l'a bien vu, dans un contexte où les débats sur l'avenir des États à l'heure de la globalisation capitaliste se multiplient, cette difficulté à saisir dialectiquement le rapport entre régulation politico-institutionnelle et liberté n'est pas sans conséquence politique. Il est au contraire troublant de constater que c'est souvent au nom de l'émancipation des individus à l'égard du carcan oppressant de l'État moderne que la gauche elle-même participe à l'élaboration de mécanismes technocratiques et antipolitiques (décisionnels-opérationnels, dirait Freitag) enfermant les sociétés dans la logique de la globalisation capitaliste (Nadeau-Dubois, 2016 : 193).

L'association que fait Nadeau-Dubois est très pertinente puisque la technocratisation cybernétique se matérialise beaucoup sur le plan des institutions internationales, sinon supranationales. D'un côté, on peut dire que la constitution de systèmes de régulation bureaucratésés à l'international coupe la possibilité d'une légitimation puisque ces systèmes ne sont pas soumis à l'avis du public : ainsi, il y a pouvoir sans légitimité ni autorité. On peut facilement dire que la mondialisation libérale, qui est une mondialisation d'abord d'ordre administratif, est l'espace de déploiement d'une aliénation multidimensionnelle. Le néo-libre-échange, où le libre-échange se voit être institutionnalisé sans possibilité de retour – sinon de manière très ardue –, est un très bon exemple de tendance à concevoir des mécanismes technocratiques antipolitiques (Savard-Tremblay, 2016 : 159-172). D'ailleurs, à quels moments votons-nous réellement sur des projets de libre-échange, notamment par référendum ? Le cas du technocratisme mondial sans démocratie est un bon cas pour nous rappeler que, dans les faits, celui-ci

est assez comparable aux technocratismes nationaux répondant à la rationalité néolibérale. Ainsi, l'aspect similaire des systèmes politico-administratifs nationaux et internationaux, malgré la différence concrète d'enracinement dit démocratique entre les deux, démontre bien le faible apport réel des populations locales dans l'élaboration de ces structures. Comme l'expliquent Dardot et Laval en se basant sur Foucault, ce qu'il faut rechercher et penser est d'abord et avant tout aux principes constitutifs d'une « gouvernementalité de gauche » :

Quoi qu'il en soit, la souveraineté des lois ou administration scientifique des choses ont en commun de retirer à l'action de gouverner toute véritable justification. Conduire les hommes, ce n'est ni les courber sous le joug inflexible de la loi ni leur faire reconnaître la force d'une vérité. C'est pour n'avoir jamais su le reconnaître que la gauche a toujours été condamnée à se régler sur des gouvernementalités d'emprunt. C'est précisément en quoi la gouvernementalité de gauche est encore à inventer. (Dardot et Laval, 2009 : 474-475)

À partir de là, il semble cependant qu'il faille penser aux variations anthropologiques de l'assouvissement de l'*agentivité* collective et de l'*énergie des masses* à partir des deux éléments que sont, d'un côté, la construction politique du concept de « peuple » (et de la « voix » de celui-ci) à partir de la souveraineté étatique d'origine aristocratique et, de l'autre côté, les critiques populistes des démocraties libérales (Guérin, 1965 : 31-45). Ainsi, tentons de répondre à la question suivante : quels phénomènes sociaux seraient susceptibles de créer une *déconnexion* entre les intérêts et volontés populaires/des masses et l'état, réel ou présumé, de l'avancement des choses ? À ce propos, Dardot et Laval proposent des sortes de brèches dans cette recherche de *reconnexion* :

Le gouvernement des hommes peut s'ordonner à d'autres horizons que ceux de la maximisation de la performance, de la production illimitée, du contrôle généralisé. Il peut se soutenir d'un gouvernement de soi qui ouvre sur d'autres rapports avec les autres que ceux de la concurrence entre « acteurs auto-entrepreneurs ». Les pratiques de « communisation » du pouvoir,

d'assistance mutuelle, de travail coopératif peuvent dessiner les traits d'une autre raison du monde [...] : la raison du commun (Dardot et Laval, 2009 : 481).

Pour conclure sur la dimension politique de l'aliénation, on pourrait se demander à quoi est vouée la substitution qu'opère le « populisme de gauche » des antagonismes entre prolétariat et bourgeoisie par les antagonismes entre peuples et élites : est-ce le début d'un nouveau paradigme ou est-ce un modèle politique temporaire utilisé comme contrepoids aux populistes de droite ? Finalement, est-ce justifiable de penser que le populisme serait un point de rupture des démocraties libérales ? Ces questions sont fort intéressantes, mais par leur forte complexité, celles-ci ne seront pas répondues dans ce texte.

Une autre manière par laquelle on peut analyser le populisme est de présumer que ce courant est une manière de réagir aux dérives d'un régime monopolisant la légitimité rationnelle-légale. Les légitimités charismatiques et traditionnelles constitueraient alors des portes de sortie *sine qua non* pour tenter de concurrencer la rationalité hégémonique constituée et représentée par les élites étatiques-scientifiques du quadriptyque État-capitalisme-Science- démocratie. Le monopole des légitimités, et parallèlement le manque de marge de manœuvre de celles-ci, serait lié au fait que chaque système (ou domaine social) serait ni plus ni moins autoréférentiel (Luhmann), ce qui créerait des problèmes en termes d'application dans le réel. Rappelons que les relations entre ces quatre domaines institutionnels sont affectées par des rapports d'interdépendance, de codépendance et de collusion des élites, ce qui est directement lié au fait que leur ordonnancement/différenciation est de nature fonctionnelle (théorie de Luhmann). Or, l'autoréférentialité caractéristique du paradigme postmoderne pose une série de problèmes dans le monde du réel, comme l'explique Freitag :

[...] nous n'atteignons jamais le réel qu'à travers la double chaîne des médiations biologiques et symboliques [...], [laquelle constitue] l'essence de toute liberté effective. Cela est évident pour la vie biologique qui a besoin de nourriture, etc., mais cela

vaut également pour le symbolique qui ne ferait que se dissiper en lui-même [...] [s'il] s'abandonnait à une pure autoréférentialité; or c'est justement ce qui arrive lorsque, en dernière instance, les signes se détachent de tout référent signifiable pour ne représenter plus que des opérations sur d'autres signes (Freitag, 2011 : 430-431).

Par les besoins en informations et savoirs à caractère scientifique de la part des institutions étatiques et de celles économiques privées, ainsi que la consubstantialité entre ces deux types d'institutions, il semble clair qu'il faille trouver des alternatives aux prémisses, orientations et modèles de développement de la science moderne comme mode de construction hégémonique de savoirs sociaux. Dalie Giroux y va dans ce sens lorsqu'elle affirme : « impérativement, il faut [...] réfléchir aux moyens de s'appropriier la science et [...] commencer à imaginer que l'Université dans sa forme actuelle d'instance de privatisation du savoir soit détruite, non pas par le capital, comme elle l'est actuellement et de manière féroce, mais par l'usage » (Giroux, 2017 : 114-115). Marcuse en arrive à une position semblable lorsqu'il affirme :

Grâce à la libération de la conscience, la technologie et la science nouvelle seraient à même de découvrir, parmi les possibilités des hommes et des choses, celles qui protégeront et enrichiront la vie, et de les réaliser en jouant librement des potentialités de la forme et de la matière. À la limite, la science deviendrait art, et l'art façonnerait toute la réalité : l'antagonisme entre raison et imagination, facultés supérieures et facultés inférieures, pensée poétique et pensée scientifique, s'effacerait progressivement. L'apparition d'un nouveau Principe de Réalité permettrait à la sensibilité nouvelle et à une intelligence scientifique désublimée de s'unir dans la création d'un *ethos scientifique* (Marcuse, 1969 : 38).

Conclusion

En résumé, face à une « crise des institutions », l'avènement d'une gouvernementalité néolibérale hégémonique serait un élément charnière dans la transition entre le paradigme des sociétés disciplinaires et des sociétés de contrôle, transition à laquelle seraient soumises nos sociétés. La décomposition des « milieux d'enfermement » de l'ancien modèle serait un élément essentiel à reconnaître pour saisir la texture des sociétés de contrôle. De plus, les nouvelles formes de régulation de ces sociétés n'utiliseraient pas moins de « pratiques divisantes » et n'auraient pas moins de fonctions normatives ou prescriptives envers les individus, tel que le démontre l'analyse des interventions sociales sous le néolibéralisme. Ce serait ce contexte de « crise des institutions » et de transformations illimitées de la vie sociale, lesquelles seraient issues de dépossessions multidimensionnelles et transversales inscrites dans le quadriptyque État-démocratie- capitalisme-Science, qui donnerait lieu à l'émergence du populisme. En effet, régulation marchande et gouvernementalité néolibérale semblent un terreau fertile au populisme par leur refus de reconnaître l'autonomie collective des peuples, laquelle ils usurpent. Le populisme se voit ainsi être interprété comme forme de résistance (et donc d'agentivité) face aux démocraties libérales qui se néolibéraliseraient. Cela laisse à penser que le populisme, généralement identifié comme courant politique, serait plutôt une forme de structuration de la vie sociale où la mode serait le moteur social et l'autonomie des divers systèmes sociaux (qui exacerbe notamment la dépolitisation de l'économie), basée sur une organisation aristocratique du social, constituerait le principe de différenciation sociale.

En rétrospective, la principale caractéristique du néolibéralisme et de la gouvernementalité néolibérale serait d'éliminer toute forme de résistance ou tout élément du social qui n'aurait pas été technocratisé. Ainsi, dans cette approche, le néolibéralisme serait donc comparable à une forme de totalitarisme. C'est sur cette voie que se dirige Freitag lorsqu'il décrit les modes d'expression, et donc les symptômes, de ce qu'il nomme le « totalitarisme systémique » :

[...] celle du marché, celle de la communication et de l'information, celle du développement autoréférentiel des technologies, celle de la mode, celle de la sécurisation sanitaire et prophylactique, celle de la stimulation publicitaire du désir, bref toutes celles de la généralisation des logiques opérationnelles à caractère autoréférentiel qui sont la négation de toute autonomie des êtres réels (Freitag, 2005 : 178).

La gauche aurait alors davantage intérêt à se rallier aux structures sociopolitiques libérales – tout en continuant de développer sa critique anti-marché – permettant davantage le développement, en son sein, de contre-pouvoirs et de mouvements contre-hégémoniques, qu'au technocratisme intégral associé au projet d'une dictature du prolétariat (ou, évidemment, à la dictature du Capital). Le principe qui guiderait la gauche serait alors l'idée d'une décentralisation multidimensionnelle basée sur *le* commun, où l'expérience vécue et l'expérience politique seraient plus connectées que jamais. De même, elle devrait réussir à récupérer la souveraineté populaire en la déconnectant de la souveraineté étatique. C'est ainsi que je terminerai mon texte, avec cette citation, qui exprime bien que le régime néolibéral est probablement plus proche de certaines gauches qu'on aurait pu le croire :

En ce sens, le néolibéralisme réalise une confiscation de l'expérience commune par l'expertise : seule l'expérience dont se prévaut l'expert aurait valeur d'expérience, l'expérience commune étant rejetée du côté de l'incompétence. [...] Ce qui importe, c'est moins de réhabiliter l'expérience commune que de donner toute sa place à l'expérience *du* commun, c'est-à-dire à l'expérience d'une coparticipation aux affaires publiques (Dardot et Laval, 2016 : 226).

Bibliographie

Articles

DELEUZE, Gilles (1990). « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'autre journal*, no. 1.

FREITAG, Michel (2005). « Totalitarismes : de la terreur au meilleur des mondes », *Revue du MAUSS*, no. 25, Paris : La Découverte, p. 143-184.

GLENDENNING, Jonathan (2016). « Espace disciplinaire et normativité sociale contemporaine : L'exemple du site d'injection supervisée Insite dans le Downtown East Side à Vancouver. », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 28, no. 1, Montréal : Université du Québec à Montréal, p. 195-210.

MARTUCCELLI, Danilo (1992). « Lectures théoriques de la postmodernité », *Sociologie et sociétés*, vol. 24, no. 1, pp. 157-169.

RABAULT, Hugues (2017). « La théorie des droits fondamentaux de Niklas Luhmann : une apologie critique des droits fondamentaux », *Droits*, no. 65, p. 163-179.

VERAS, Mirella, KAIRY Dahlia et PAQUET Nicole (2016). « La physiothérapie fondée sur les données probantes : une définition », *Physiotherapy Canada*, vol. 68, no. 2, Toronto : University of Toronto Press, p.96-98.

Conférences

ARMONY, Victor (2017). « Démocratie, citoyenneté et pluralisme », Université du Québec à Montréal, Montréal.

FISCHBACH, Franck, *et al.* (2018). « Philosophies critiques et luttes anticapitalistes », *La Grande Transition*, Montréal.

Livres

DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian (2009). *La nouvelle raison du monde – Essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte, 497 p.

DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian (2016). *Ce cauchemar qui n'en finit pas - Comment le néolibéralisme défait la démocratie*. Paris : La Découverte, 247 p.

FREITAG, Michel (2011). *L'abîme de la liberté – Critique du libéralisme*. Montréal : Liber, 505 p.

GIROUX, Dalie (2017). *Le Québec brûle en enfer – Essais politiques*. Saint-Joseph-du-Lac : M Éditeur, 130 p.

GUÉRIN, Daniel (1965). *L'anarchisme*. Paris : Gallimard, 190 p.

MARCUSE, Herbert (1969). *Vers la libération - Au-delà de l'homme unidimensionnel*. Paris : Les Éditions de Minuit, 120 p.

MÜLLER, Jan-Werner (2016). *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*. Paris : Premier Parallèle, 183 p.

SAVARD-TREMBLAY, Simon-Pierre (2016). *L'État succursale – La démission politique du Québec*. Montréal : VLB Éditeur, 234 p.

Références en ligne

Chambre des communes du Canada (2017). « Projet de loi C-37 », *Parlement du Canada*, [<https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/42-1/projet-loi/C-37/sanction-royal?fbclid=IwAR2w-GRJEMhoQnkI6IU70vXCzT5gxjQcjmCgt0bsmYddkc1bDYZPk7595QUJ>], consulté pour la dernière fois le 29 octobre 2018

GUNVALD NILSEN, Alf. « Authoritarian Populism in the Twilight of Neoliberalism », *Academia*, [https://www.academia.edu/36759973/Authoritarian_Populism_in_the_Twilight_of_Neoliberalism], consulté pour la dernière fois le 29 octobre 2018.

MORIN, Michel (2018). « Le cannabis devient illégal le 17 octobre », *Le Devoir*, [<https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/538903/le-cannabis-devient-illegal-le-17-octobre/>], consulté pour la dernière fois le 29 octobre 2018.

NADEAU-DUBOIS, Gabriel (2016). « L'actualité de l'institutionnalisme hégéliano-durkheimien dans la théorie critique contemporaine : étude croisée des théories d'Axel Honneth et Michel Freitag », *Archipel*, [<https://archipel.uqam.ca/10674/>], consulté pour la dernière fois le 29 octobre 2018.

PLANTE-PÉLOQUIN, Maxime (2017). « L'usage politique de peuple chez Edmund S. Morgan », *Archipel*, [<https://archipel.uqam.ca/11028/>], consulté pour la dernière fois le 29 octobre 2018.

Textes dans un ouvrage collectif

CHAMPAGNE, David (2017). « En défaut de citoyenneté : néolibéralisme, désaffiliation sociale et retour sur l'émancipation des classes populaires », pp. 183-210, dans Benoît COUTU (dir.), *Révolutions et contre-pouvoirs*, Montréal : Éditions libres.

BUTLER, Judith (2001). « Imitation et insubordination du genre », pp.143-165, dans Gayle RUBIN et Judith BUTLER (dir.), *Marché au sexe*, Paris : EPEL.